

Les sociétés occidentales sont entrées brutalement dans l'ère de l'hyperterrorisme et de la course à la sécurité

L'HÉRITAGE PESANT

« THIERRY JACOLET

Terrorisme » Le XXI^e siècle est-il né sur les cendres encore chaudes des tours jumelles du World Trade Center? Le 11 septembre 2001, les attentats ont fait entrer le monde entier avec fracas dans l'ère de la terreur, entraînant des bouleversements majeurs dans nos sociétés. Ce jour-là, l'Amérique était frappée par les attentats les plus meurtriers de son histoire sur son sol. Près de 3000 morts et une plaie béante au cœur de New York et dans toutes les mémoires. Quel est l'héritage de cet événement historique? Éléments de réponse.

1 Une menace terroriste permanente

Les 19 terroristes d'al-Qaïda qui ont meurtri l'Amérique ont transformé des avions de ligne en missiles de croisière. «On est passé ce jour-là dans l'hyperterrorisme», analyse Marc Hecker, directeur de la recherche à l'Institut français des relations internationales (Ifri) et coauteur de *La Guerre de vingt ans* (Ed. Robert Laffont). «Il y a eu un saut quantitatif et qualitatif. La menace est devenue stratégique et existentielle.»



«Le potentiel d'action est le même aujourd'hui qu'il y a dix ou vingt ans»

Alexandre Vautravers

Les groupes djihadistes, à commencer par al-Qaïda, ont toujours plus semé la terreur aux quatre coins de la planète: Madrid, Paris, Orlando, Tunis, Bagdad, New Delhi, Mogadiscio... Les chiffres donnent le tournis: le nombre d'attentats islamistes a décuplé entre la période 1979-2000 (2190 pour 6818 morts) et 2013-2019 (23 315 pour 122 092 morts), selon les statistiques de la Fondation pour l'innovation politique, à Paris. Il faut dire que les Printemps arabes dès 2011 ont accéléré la globalisation du djihad et donné naissance à un autre péril: le groupe Etat islamique (EI).

Les Occidentaux ont été relativement épargnés. Ce sont surtout les forces de sécurité et les populations locales du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie qui en font les frais. Il faut dire que la posture américaine ou européenne à travers le monde n'est

plus une attitude de gendarme du monde. Les terroristes ont moins de prétextes de passer à l'attaque contre eux. «Le potentiel d'action est le même aujourd'hui qu'il y a dix ou vingt ans», décrypte Alexandre Vautravers, expert en sécurité et rédacteur en chef de la *Revue militaire suisse* (RMS). «Ce qui a changé, ce sont les cibles et les motivations des acteurs.» Cette résilience des groupes terroristes s'explique aussi par la capacité d'adaptation et de transformation des groupes terroristes: «Ils se renouvellent, changent de méthodes tous les 4 à 6 mois, poursuit l'expert suisse. De nouvelles organisations apparaissent, d'autres étendent leurs ramifications.»

Si de nombreux attentats sont déjoués, la menace reste réelle dans les pays occidentaux. «Beaucoup d'islamistes radicalisés y vivent», nuance Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes, à Paris. «On y trouve aussi des métastases de certaines formes d'islamisme belliqueux que les réseaux sociaux alimentent. Mais ce sont des loups solitaires.»

2 Des guerres contre-productives

Les fumées à peine dissipées à New York, les Etats-Unis ont fondu sur l'Afghanistan, puis en 2003 en Irak, au nom de la «guerre contre le terrorisme». L'expression deviendra pendant deux décennies la boussole de la politique de sécurité de défense américaine. Dans un premier temps, l'offensive a fait chuter le régime taliban en Afghanistan et mis à genoux la nébuleuse terroriste al-Qaïda.

Le bâton américain n'a toutefois fait que remuer la fourmière. La périphérie de la nébuleuse djihadiste s'est renforcée pendant que le centre s'affaiblissait. «Il y a eu une stratégie de décentralisation et de diversification d'al-Qaïda pour survivre dans de nombreux pays jusqu'en Inde», éclaire Marc Hecker. Cette multinationale du terrorisme a créé des filiales ou agrégés de groupes existants sur des points de friction, de la Syrie aux Philippines, en passant par l'Afrique. Ces filiales sont concurrencées ces dernières années par celles de l'EI qui reste actif dans de nombreuses zones planétaires, malgré la perte de son califat.

«La leçon à tirer de l'Afghanistan, de l'Irak, du Yémen et même de la Syrie est que les terroristes devraient être traqués par un travail de renseignement minutieux et des frappes ciblées plutôt que par la guerre conventionnelle», insiste Jamsheed Choksy, professeur émérite et directeur du département d'études eurasiennes centrales, à l'Université américaine d'Indiana. «Les éliminations ciblées auraient été plus efficaces et beaucoup moins perturbatrices pour la vie et les sociétés des nations impliquées.»

Les Etats-Unis ont non seulement échoué à éradiquer al-Qaïda et les autres groupes terroristes de portée globale, mais ont aussi subi fin août l'effet boomerang de leur

Depuis 2001, les attentats terroristes ont essaimé dans le monde entier: du Liban (ci-contre), à la Somalie (en bas à g.), en passant par l'Italie (centre) ou la Belgique (en bas à dr.). Keystone



stratégie: les talibans ont reconquis le pouvoir à Kaboul. Lot de consolation: le 11 septembre n'a jamais été réédité.

3 Le tour de vis sécuritaire

Dans un autre siècle, il était possible de se balader dans un aéroport sans billet, de prendre l'avion avec un couteau suisse dans la poche et une bouteille d'eau. Pas de scannage des sacs à l'entrée des musées ni de passeports biométriques. La population a dû intégrer la menace terroriste dans ses habitudes.

«La sécurité et le contre-terrorisme ont été développés considérablement depuis 20 ans avec une certaine efficacité», apprécie Marc Hecker. Prenant conscience de leur vul-

néralité le 11 septembre 2001, les pays occidentaux ont serré la vis sécuritaire. Les libertés individuelles ont été encadrées et la surveillance de la population renforcée.

Les Etats-Unis ont bétonné leur arsenal législatif avec notamment le Patriot Act, la loi antiterroriste. Ils ont aussi créé le Département de la sécurité intérieure (DHS) en 2002. Une révolution dans la conception sécuritaire américaine, aux yeux d'Alexandre Vautravers: «Avec le DHS, une véritable révolution sur la sécurité du territoire américain existe dans de nombreux domaines, dont le dérèglement climatique.»

Si les pays européens ont passé des accords pour lutter contre le terrorisme dans les

années 2000, la chape de plomb sécuritaire est tombée sur la population après la première attaque sur le continent revendiquée par l'EI en 2014 à Bruxelles. Elle annonçait la vague d'attentats meurtriers qui va ensanglanter l'Europe. Les Etats ont renforcé leur dispositif législatif, leurs moyens et leur collaboration. Des mesures payantes, de l'avis d'Alexandre Vautravers: «En Europe, l'élément le plus marquant est la cybertraque, salue-t-il. L'autre est la coopération policière transfrontalière dans le domaine des services de renseignement ainsi que des polices, qui a pris un rôle important et central. Les services de renseignement déjouent beaucoup d'attentats.»

4 Les limites de la suprématie

Il est tentant de voir dans l'effondrement des tours jumelles l'amorce du déclin de l'hégémonie des Etats-Unis dans le monde. Le départ, le fusil M-16 entre les jambes, des troupes américaines de Kaboul a soldé 20 ans d'interventionnisme au «Grand Moyen-Orient». Une fin de cycle stratégique qui s'inscrit dans le repli politico-militaire esquissé par Barack Obama et acté par Donald Trump. Les Etats-Unis ont-ils atteint les limites de leur puissance? «Malgré toutes les erreurs commises depuis 2001, ils restent la superpuissance mondiale, un statut souligné par les nombreux indicateurs dans lesquels ils sont toujours en tête», défend

lors des attentats de 2001. Un séisme qui a secoué aussi tout particulièrement le «Grand Moyen-Orient»

DU 11 SEPTEMBRE



LE CHEMIN DE CROIX DES MUSULMANS

Les Occidentaux n'ont pas saisi l'opportunité offerte par le 11 septembre pour régler les problèmes internes au monde musulman. Si l'islamisme politique est en recul, les pays ne sont pas mûrs pour la démocratie.

Le monde musulman en a pris pour au moins vingt ans après le 11 septembre. Les regards se sont tournés vers ses représentants, qu'ils soient modérés ou islamistes, créant un terreau favorable à l'islamophobie. Dans de nombreux pays occidentaux, Suisse comprise, la population musulmane est encore la cible de discriminations, de racisme ou d'agressions.

Le séisme du 11 septembre a élargi le fossé entre les Occidentaux et le monde musulman. Une occasion ratée, à entendre Jamsheed Choksy, professeur émérite et directeur du département d'études eurasiennes centrales, à l'Université américaine d'Indiana: «L'Occident n'a pas utilisé le 11 septembre comme une opportunité pour convaincre les dirigeants arabes de traiter judicieusement les problèmes internes des pays du Moyen-Orient, les problèmes qui engendrent et entretiennent le terrorisme non seulement contre l'Occident, mais surtout contre ces sociétés elles-mêmes. Après tout, les terroristes islamistes ont tué, blessé et soumis plus de musulmans que de non-musulmans.»

Pas étonnant que le monde arabe se soit converti à la lutte contre le djihadisme. A l'image de l'Arabie saoudite, berceau d'al-Qaïda, un pays dont 15 des 19 kamikazes du 11 septembre portaient la nationalité. «L'Arabie saoudite est aujourd'hui le premier fossoyeur de l'islamisme», assure **Antoine Basbous** (photo DR), directeur de l'Observatoire des pays arabes, à Paris. «Les Saoudiens qui finançaient et exportaient l'idéologie belliqueuse sont les plus combattus et les plus réprimés par Riyad. Pareil

pour les Emirats arabes unis qui ne veulent que des islamistes domestiqués et dépolitisés. L'islam politique n'est bientôt nulle part au pouvoir.»

En Tunisie, le président tunisien Kaïs Saïed s'est octroyé les pleins pouvoirs au détriment du parti islamique modéré Ennahdha. Dernier exemple en date, mercredi, le Parti de la justice et du développement (PJD), à la tête du Gouvernement marocain depuis dix ans, a subi une lourde déroute lors des élections législatives.

«Les pays musulmans doivent en fin de compte trouver leur propre voie à travers des solutions au sein de leur propre société avec l'aide en cas de besoin de l'extérieur», estime Jamsheed Choksy. «Mais les superpuissances ne peuvent pas façonner des nations et des sociétés par la force, par un changement de régime ou de l'argent.» Une banderille dans la stratégie américaine qui visait à façonner un «Grand Moyen-Orient» démocratique.

Au nom de la guerre contre le terrorisme, les Etats-Unis ont multiplié dès 2001 les théâtres d'opérations pour éradiquer les djihadistes sans réussir à établir la paix dans des pays comme l'Afghanistan ou l'Irak. Et encore moins à semer des graines de démocratie.

Les pays arabes ne sont pas encore prêts, affirme Antoine Basbous. Le Printemps arabe en a fait la démonstration: seule la Tunisie s'en rapproche. «Le monde arabe se déstructure, s'appauvrit, a connu des révoltes, et se cherche un modèle et un avenir», déplore le directeur. «Dans l'évolution du monde musulman, la démocratie ne se décrète pas mais se nourrit d'expériences humaines cumulées. Elle doit mûrir pour conquérir les esprits et installer les valeurs de pluralité, de tolérance et d'égalité entre les citoyens et les sexes.» >> THIERRY JACOLET



Peter Rough, professeur émérite à l'Institut Hudson, à Washington, spécialiste des relations transatlantiques.

Alexandre Vautravers refuse de parler de déclin de l'empire américain. «Les objectifs stratégiques de Washington n'ont pas changé ces vingt dernières années, relève-t-il. C'est la stratégie qui a été modifiée à plusieurs reprises. Il s'agit désormais de donner la capacité à certains Etats de fournir les troupes sur le terrain pour combattre les groupes terroristes, comme pour la France au Mali.» Et pourquoi pas garder sous le bras l'option d'interventions ponctuelles en Afghanistan par exemple en cas de nécessité? Les Etats-Unis sont désormais les pompiers du monde. >>

AL-QAÏDA - CHINE: D'UN RIVAL À L'AUTRE

Le 11 décembre 2001, trois mois après les attentats de New York, la Chine entrerait à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Comme un clin d'œil de l'histoire. Alors que les Etats-Unis guerroyaient contre le terrorisme en Afghanistan, le géant chinois venait boxer dans la catégorie poids lourds de l'économie mondiale.

Mais cette rivalité n'a pas profité aux exportations américaines. D'où la guerre commerciale lancée par Donald Trump, en particulier contre l'empire du Milieu. Vu l'échec de l'autre guerre, celle contre le terrorisme, les Etats-Unis ont préféré se désengager des borborygmes lointains pour dédier plus de ressources à la compétition avec la Chine. «Les Américains ont cessé d'envoyer des forces légères ou

spéciales dans les montagnes afghanes car al-Qaïda n'est pas ou plus un rival stratégique», observe Alexandre Vautravers, expert en sécurité. «Désormais, la stratégie américaine se focalise sur des rivaux et des scénarios de haute intensité, la Russie et la Chine.»

Les menaces terroristes n'en restent pas moins un défi stratégique au même titre que la rivalité avec la Chine, aux yeux de Peter Rough, professeur émérite à l'Institut Hudson, à Washington, spécialiste des relations transatlantiques.

«Le 11 septembre a mis à nu une énigme fondamentale de la vie au XXI^e siècle: comment protéger les sociétés ouvertes à l'ère de la mondialisation contre des acteurs pervers qui souhaitent leur faire du mal?» TJ



La mort d'Oussama Ben Laden, en 2011, n'a pas mis fin à al-Qaïda. Keystone